

allocation de base	montant CND en 1.000 euros	montant CED en 1.000 euros	montant COD en 1.000 euros
NA 1170 C	152		
NA 1171 D	369		
NA 1173 G	106		
NA 1174 E	142		
NA 1175 C	40		
NF 4101 C	132		
CB 0136 B	-24.853		
CB 1101 B	-1.568		

Art. 2. § 1^{er}. Si l'approbation du présent arrêté nécessite des ajustements aux budgets des organismes publics flamands, des agences autonomisées internes dotées de la personnalité juridique ou des agences autonomisées externes de droit public afin d'incorporer les augmentations des dotations dans les postes budgétaires affectés par le présent arrêté, ces organismes établissent un budget ajusté. Le budget ajusté est soumis à l'avis du représentant du ministre des Finances et du Budget auprès des organismes en question et est censé être approuvé lors d'un avis favorable. Au cas où le représentant du ministre des Finances et du Budget ne peut pas être d'accord avec une proposition, il soumettra la proposition accompagnée d'un avis au ministre des Finances et du Budget.

§ 2. Si l'approbation du présent arrêté nécessite des ajustements aux budgets des services à gestion séparée afin d'incorporer les augmentations des dotations dans les postes budgétaires affectés par le présent arrêté, ces services établissent un budget ajusté. Le budget ajusté est soumis à l'avis de l'Inspection des Finances et est censé être approuvé lors d'un avis favorable. Au cas où l'Inspection des Finances ne peut pas être d'accord avec une proposition, il soumettra la proposition accompagnée d'un avis au ministre des Finances et du Budget.

Art. 3. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, à la Cour des Comptes, au Parlement flamand et au Ministère de la Communauté flamande.

Bruxelles, le 13 novembre 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget, du Travail, de l'Aménagement du Territoire et des Sports,
Ph. MUYTERS

Le Vice-Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand des Affaires administratives,
des Affaires intérieures, de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande,
G. BOURGEOIS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 126

[C - 2009/29912]

3 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux délégations de pouvoirs pour le Secrétariat particulier d'Audit et de Contrôle des Cabinets du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;

Vu la loi spéciale du 6 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 71;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 31 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 avril 2009;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « service », le Secrétariat particulier d'Audit et de Contrôle des Cabinets tel que défini par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié.

Art. 2. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Art. 3. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de celles-ci, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base des classes 12 et 74 du programme d'activité 52 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Communauté française :

- Secrétaire du Gouvernement : 31.000 EUR
- Conseiller, Responsable du Service 5.500 EUR

Art. 4. Délégation est accordée au Conseiller, Responsable du service, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 11 du programme d'activités 51 de la division organique 10 et sur les allocations de base de la classe 11 du programme d'activités 50 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Communauté française.

Art. 5. Le Conseiller, Responsable du service, est habilité à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'Ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base citées aux articles 3 et 4.

Art. 6. En cas d'absence ou d'empêchement du Conseiller, Responsable du service, les délégations dont il est investi, sont, à défaut de dispositions contraires, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'agent du service le plus élevé en grade.

Art. 7. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'Ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les délégations de pouvoirs en engagement sont suspendues dès que le montant des dépenses engagées en application du présent arrêté atteint 75 % des crédits prévus pour l'allocation de base concernée. La suspension peut être levée moyennant l'autorisation préalable de l'Ordonnateur primaire.

L'alinéa 2 n'est toutefois pas applicable en matière de dépenses fixes.

Art. 8. Délégation est accordée au titulaire de la fonction de Conseiller, Responsable du service, pour approuver et ordonnancer toute dépense relative aux rémunérations et allocations du personnel des Cabinets ministériels et des Cellules créées à l'initiative du Gouvernement, engagée par l'Ordonnateur primaire, à charge des crédits prévus aux allocations de base de la classe 11 de l'ensemble des programmes d'activités de la division organique 06, aux allocations de base de la classe 11 du programme d'activités 60 de la division organique 10, aux allocations de base de la classe 11 du programme d'activités 50 de la division organique 11, de l'allocation de base 11.01 des programmes 80, 81 et 90 de la division organique 11 du Titre Ier du budget général des dépenses de la Communauté française.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 10. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget,
des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 126

[C – 2009/29912]

**3 APRIL 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de bevoegdheidsdelegaties voor het Bijzonder Secretariaat audit
en controle voor Kabinetten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 71;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 2004 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 20 maart 2008 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 maart 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 3 april 2009;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient onder « dienst » te worden verstaan, het Bijzonder Secretariaat audit en controle voor Kabinetten, zoals bepaald door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd.

Art. 2. De bedragen bepaald bij dit besluit dekken de gehele uitgave en worden begrepen buiten de belasting op de toegevoegde waarde.

Art. 3. Delegatie wordt gegeven aan de titularissen van de volgende ambten, tot beloop van de bedragen vermeld naast deze, om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die aan te rekenen is op de basisallocaties van de klassen 12 en 74 van activiteitenprogramma 52 van organisatie-afdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap :

— Secretaris van de Regering	31.000 EUR
— Adviseur, verantwoordelijke voor de Dienst	5.500 EUR

Art. 4. Delegatie wordt gegeven aan de adviseur, verantwoordelijke voor de dienst, om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die aan te rekenen is op de basisallocaties van klasse 11 van activiteitenprogramma 51 van organisatie-afdeling 10 en op de basisallocaties van klasse 11 van activiteitenprogramma 50 van organisatie-afdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 5. De adviseur, verantwoordelijke voor de dienst, wordt ertoe gemachtigd de uitgaven goed te keuren en te ordonnanceren die door de primaire ordonnateur werden vastgelegd ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties vermeld in de artikelen 3 en 4.

Art. 6. Als de adviseur, bevoegd voor de dienst, afwezig of verhinderd is, worden de delegaties die hem worden toevertrouwd, bij gebrek aan andersluidende bepalingen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering, toegekend aan de ambtenaar van de dienst die met de hoogste graad bekleed is.

Art. 7. De bepalingen die voorafgaan, hebben niet als gevolg dat de primaire ordonnateur de bevoegdheid alle uitgaven bedoeld bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, wordt ontnomen.

Onverminderd het eerste lid, worden de bevoegdheidsdelegaties voor de vastlegging geschorst zodra het bedrag van de uitgaven die bij toepassing van dit besluit werden vastgelegd, 75 % van de kredieten uitgetrokken voor de betrokken basisallocatie bereikt. De schorsing kan worden opgeheven mits de voorafgaande toestemming van de primaire ordonnateur.

Het tweede lid is echter niet van toepassing inzake vaste uitgaven.

Art. 8. Delegatie wordt toegekend aan de titularis van het ambt van adviseur, verantwoordelijke voor de dienst, om elke door de primaire ordonnateur vastgelegde uitgave goed te keuren en te ordonnanceren betreffende de bezoldigingen en toelagen van het personeel van de ministeriële kabinetten en van de cellen die op initiatief van de Regering werden opgericht, ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van klasse 11 van het geheel van de activiteitenprogramma's van organisatie-afdeling 06, op de basisallocaties van klasse 11 van activiteitenprogramma 60 van organisatie-afdeling 10, op de basisallocaties van klasse 11 van activiteitenprogramma 50 van organisatie-afdeling 11, op basisallocatie 11.01 van de programma's 80, 81 en 90 van organisatie-afdeling 11 van titel I van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 10. De Minister-President wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2009.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA